



EESC info

European Economic and Social Committee

A bridge between Europe and organised civil society

February 2023 | FR

The Grassroots view — S3, épisode 25 — Une Europe numérique: entre réglementation et innovation

L'innovation numérique a le pouvoir de transformer nos industries, nos sociétés et nos vies. Mais si elle n'est pas correctement réglementée, elle peut également constituer une menace. Dans cet épisode du podcast «The Grassroots View» (disponible uniquement en anglais), nous faisons le point sur la transformation numérique en Europe. Où se situe l'Union par rapport au reste du monde? Quels seront les défis à relever et les occasions à saisir? Comment l'Europe peut-elle garantir et conserver sa compétitivité tout en préservant les droits et le bien-être de ses citoyens?

Nous explorons ces questions et tentons d'y répondre avec **Tanya O'Carroll**, experte en technologie et droits de l'homme, **Jennifer Baker**, journaliste en poste à Bruxelles et spécialisée dans la technologie, la politique et la législation numérique, ainsi que des membres du CESE, **Gonçalo Lobo Xavier** (groupe des employeurs), directeur général de l'Association portugaise des entreprises de distribution (APED), **Franca Salis-Madinier** (groupe des travailleurs), vice-présidente de l'observatoire de la transition numérique et du marché unique du CESE, et **Giuseppe Guerini** (groupe des organisations de la société civile), président de la Confédération européenne des coopératives industrielles et de services. (tk)

This page is also available in:

- [ES](#)
- [BG](#)
- [CS](#)

- [DA](#)
- [EN](#)
- [DE](#)
- [ET](#)
- [EL](#)
- [GA](#)
- [HR](#)
- [IT](#)
- [LV](#)
- [LT](#)
- [HU](#)
- [MT](#)
- [NL](#)
- [PL](#)
- [PT](#)
- [FI](#)
- [RO](#)
- [SK](#)
- [SL](#)
- [SV](#)

Available Languages:

ES	BG	CS	DA	EN	DE	ET	FR	EL	GA	HR	IT	LV	LT	HU	MT
NL	PL	PT	FI	RO	SK	SL	SV								

ÉDITORIAL



Éditorial

Une année de guerre en Ukraine

Le 24 février 2022, lorsque la guerre a commencé en Ukraine, au CESE nous avons immédiatement condamné l'invasion injustifiée et non provoquée du pays par le gouvernement russe.

Au cours de l'année écoulée, nous avons manifesté notre solidarité avec le peuple ukrainien de multiples façons, plaidant pour des actions fermes tant au niveau européen que national. Je suis fière du Comité et de son action énergique pour évaluer les conséquences de la guerre sur les populations et les entreprises tant ukrainiennes qu'européennes, et pour définir la meilleure approche pour soutenir l'Ukraine et sa société civile.

Nous avons adopté deux résolutions vigoureuses, et une troisième sera adoptée lors de la plénière de février. La première résolution, adoptée en mars 2022, concernait les conséquences économiques, sociales et environnementales de la guerre. La deuxième, adoptée en juin, tentait de regarder vers l'avenir, en abordant les questions de l'aide et de la reconstruction du pays après la guerre. Le CESE a notamment demandé à l'Union européenne d'accorder le statut de pays candidat à l'Ukraine — décision adoptée quelques jours plus tard par le Conseil. Nous avons également ouvert grand nos portes à des représentants et des représentantes d'organisations de la société civile ukrainienne, telles que «Promote Ukraine», mettant à disposition des espaces de bureaux et un soutien logistique et administratif.

La guerre en Ukraine va rester une priorité absolue pour l'Europe. Nous espérons pouvoir bientôt commencer à travailler sur la reconstruction de l'Ukraine, laquelle se devra d'être durable, transparente, écologique et numérique. La remise sur pied de l'économie supposera un authentique engagement des partenaires sociaux et des autres organisations de la société civile.

Au-delà de la souffrance, de la tristesse, de la colère et de la douleur — lesquelles devront être reconnues et entendues —, je suis profondément touchée par la force du peuple ukrainien, son espoir, son courage et sa résilience. Nous avons vu aussi des citoyens, des entreprises et des collectivités, partout en Europe, témoigner de leur soutien et de leur solidarité à l'égard de la population ukrainienne.

Pendant notre débat lors de la plénière de janvier, Roberta Metsola, présidente du Parlement européen, a déclaré: «*L'Ukraine se bat avec acharnement pour la démocratie, la liberté et la justice. C'est pour nous aussi qu'elle se bat!*» Je partage pleinement son jugement. La sécurité de l'Europe n'est concevable qu'avec une Ukraine libre et démocratique.

Christa Schweng
présidente du CESE

À VOS AGENDAS

Le 28 février 2023, à Bruxelles

[Conférence des acteurs de l'économie circulaire](#)

Du 1^{er} au 3 mars 2023, à Bruxelles

[Journées de la société civile 2023](#)

Les 22 et 23 mars 2023, à Bruxelles

Session plénière du CESE

Les 23 et 24 mars 2023, à Bruxelles

[Votre Europe, votre avis! 2023](#)

Dans notre rubrique «Droit au but», nous avons demandé à **Stoyan Tchoukanov** de mettre en évidence les éléments importants de l'avis sur la révision de la directive relative au traitement des eaux urbaines résiduaires. (ehp)



STOYAN TCHOUKANOV: «NOUS SOMMES ALLÉS TROP LOIN EN CE QUI CONCERNE LA POLLUTION»

Dans [son avis](#), le CESE invite les institutions européennes à commencer à faire de l'eau une priorité et à élaborer un «pacte bleu pour l'Europe», soit une démarche radicale visant à anticiper les besoins, à préserver les ressources hydriques et à gérer correctement les défis connexes au moyen d'une feuille de route exhaustive et coordonnée.

Essentielle au fonctionnement des écosystèmes et de notre société ainsi qu'à l'activité socio-économique, l'eau propre est l'une de nos ressources les plus précieuses. Depuis 2022, lorsque plusieurs études scientifiques ont pour la première fois révélé la présence de microplastiques dans le sang humain et dans le lait maternel, la nécessité de prendre des mesures urgentes et décisives n'est plus remise en cause. La pollution est allée trop loin, mais nous ne savons pas à quel point, et nous commençons à peine à comprendre ce sujet.

La proposition de directive relative au traitement des eaux urbaines résiduaires se révèle très constructive et bien structurée. Elle pourrait permettre de mettre à jour les règles de l'Union européenne en s'attaquant aux sources restantes d'eaux usées non traitées et aux nouveaux polluants, ainsi qu'en améliorant les aspects du traitement des eaux usées liés à l'énergie et à l'économie circulaire dans la logique du pacte vert et de la numérisation de l'Europe.

Elle étend en outre le champ d'application de la directive aux agglomérations ayant un équivalent habitant (EH) de 1 000, ce qui signifie que les petites villes devront également collecter et traiter les eaux urbaines résiduaires et pourront solliciter un financement de l'UE à cet effet.

Le CESE soutient fermement la mise en œuvre du principe du «pollueur-payeur» afin de garantir le caractère abordable des services liés à l'utilisation de l'eau et de couvrir le coût de l'élimination, dans les eaux usées, des micropolluants. Le ruissellement urbain et les débordements d'égouts constituent des foyers de pollution, comprenant notamment des gènes de résistance aux antimicrobiens, des résidus pharmaceutiques et des substances toxiques dangereux pour la vie aquatique et la santé humaine, et

devraient être collectés et correctement traités avant d’être rejetés dans les eaux réceptrices.

Dans notre avis, nous invitons les institutions européennes à inclure les eaux résiduaires dans une vision plus large, à commencer à faire de l’eau une priorité et à élaborer un «pacte bleu pour l’Europe», soit une démarche radicale visant à anticiper les besoins, à préserver les ressources hydriques et à gérer correctement les défis connexes au moyen d’une feuille de route exhaustive et coordonnée, fixant des objectifs ambitieux et des actions à entreprendre pour atteindre des jalons préalablement convenus.

«UNE QUESTION À ...»



«Une question à...»

Dans cette édition, nous interrogeons **María del Carmen Barrera Chamorro** sur un autre aspect de l’épineuse question énergétique, que nous avons déjà abordée le mois dernier.

Membre du CESE, **María del Carmen Barrera Chamorro** est auteure d’un nouveau rapport sur la politique énergétique et le marché du travail. (ehp)



Maria del Carmen Barrera Chamorro: une transition énergétique au service de l’emploi

CESE Info: quel impact la transition énergétique a-t-elle sur l’emploi dans les régions en transition et que propose le CESE pour y faire face?

Maria del Carmen Barrera Chamorro: Jusqu’à présent, les expériences ont été très variées, avec quelques réussites et de nombreux échecs. Il est cependant primordial d’assurer la réussite de la transition énergétique dans le domaine de l’emploi. Sans garanties en matière d’emploi durable, de protection sociale et de soutien aux entreprises pour la transition, il n’y aura pas d’avenir compétitif et sain en Europe.

Le CESE estime que les plans territoriaux de transition énergétique doivent être assortis de conventions ou d’accords appropriés pour une concertation sociale équitable dans lesquels la création, le maintien et la protection de l’emploi durable de qualité et l’accompagnement des personnes sont des conditions à

respecter impérativement pour la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des mesures envisagées, y inclus s'agissant des fonds reçus pour favoriser la transition énergétique.

Nous devons également mieux intégrer les politiques du marché de l'emploi dans la législation et les politiques de l'environnement et de l'énergie, en prévoyant des mesures incitatives en faveur d'un emploi durable et de qualité. Des fonds seront nécessaires pour partager les coûts des processus de restructuration temporaire ou permanente et des programmes de reconversion professionnelle afin d'améliorer l'employabilité dans une économie décarbonée.

Une telle approche devrait être soutenue par des politiques de protection sociale telles que, notamment, des garanties d'accès universel aux services énergétiques, des revenus de remplacement ou un revenu minimum adéquat. L'intégration de ces politiques, dans le cadre du plan de développement du socle européen des droits sociaux, doit toujours se faire par le dialogue social et la négociation collective.

Des investissements publics et privés renforcés et des politiques de compensation sociale sont également essentiels, compte tenu des incidences négatives sur la compétitivité des entreprises et des PME européennes, ainsi que sur les ménages les plus vulnérables.

Enfin, nous avons besoin d'une politique de cohésion renouvelée, qui accorde la priorité aux liens mutuels entre la transition énergétique, les marchés du travail et le développement régional. Cela nécessite de mettre en place des mécanismes de suivi et d'évaluation de la bonne utilisation des fonds afin de renforcer le rôle des collectivités locales et régionales et des partenaires sociaux.

DEVINEZ QUI EST NOTRE INVITÉ



L'invitée surprise

Tetyana Ogarkova, journaliste et essayiste ukrainienne, spécialiste de littérature, vit à Kyiv. En 2022, dans le cadre de notre numéro spécial consacré à l'Ukraine, elle a été notre première invitée à expliquer le drame de la guerre dans son pays. Aujourd'hui, en février 2023, un an après le déclenchement de l'agression russe contre l'Ukraine, elle partage

avec nous ses réflexions sur l'expérience de cette année de mort et de souffrance et sur son impact durable sur l'âme collective des Ukrainiens.



Tetyana Ogarkova: «Le jour de la victoire viendra, et il ne ressemblera pas au 23 février»

Le 24 février 2022 a bouleversé la vie de millions d'Ukrainiens. Aujourd'hui, quand on prononce le mot «victoire», on s'imagine que ce jour-là sera comme un jour d'avant. Un jour normal, un jour de paix, un 23 février 2022, pour ainsi dire.

Mais non. Pour nous, il n'y aura plus de 23 février. Il n'y aura plus jamais un jour qui ressemble à nos jours d'avant.

Nous avons marché à côté des tombes dans la forêt d'Izioum, dans la région de Kharkiv. Nous avons visité des villages comme Kamianka ou Dolyna, entre Izioum et Sloviansk, qui évoquent un film post-apocalyptique, où une dizaine de personnes habitent dans les ruines de leurs maisons sans eau ni électricité. Nous avons regardé dans les yeux

la mère de Volodymyr Vakoulenko, un auteur de livres pour enfants qui a été tué par les Russes dans son village de Kapitolivka, à côté d'Izioum. Elle a mis des mois à retrouver son corps. Nous avons vu les ruines de Sviatohirsk et sursauté en entendant des détonations dans la ville de Kherson libérée, que les Russes continuaient à bombarder pendant que nous nous trouvions à l'intérieur du musée d'art dont les collections ont été volées par les occupants.

Comment imaginer un retour au 23 février devant ces images ineffaçables? «Ici, j'ai essuyé le sang de mes enfants», nous a raconté une femme âgée en montrant l'escalier d'une maison privée dans le village de Bezrouky, dans la région de Kharkiv. Sa petite-fille de 8 ans et sa fille de 38 ans ont été tuées ici par une mine russe, en une seconde, un beau jour d'été 2022. L'enfant lisait un livre. Elle avait de bonnes notes à l'école.

La victoire? Si, le 23 février 2022, on nous avait montré, comme dans un film, tout ce qui nous attendait, nous serions certainement restés médusés, voire immobilisés de terreur, et sans doute incapables d'agir. Pourtant, nous avons traversé cette première année de guerre, jour après jour, en redoublant sans cesse d'efforts. Civils et militaires, hommes et femmes, petits et grands. Autant de personnes ordinaires qui ont démontré leur capacité à accomplir des choses extraordinaires. Certains l'ont fait en participant à la mobilisation sans y être obligés.

D'autres en payant leurs impôts et en donnant tous les jours davantage pour soutenir l'armée. D'autres encore ont consacré leur temps libre aux diverses activités volontaires, du tissage de filets de camouflage à la fabrication de bougies de tranchée. Les petits sont allés à l'école, où les cours sont interrompus par des alertes aériennes, et les jeunes à l'université, en dépit des coupures d'électricité.

Or, personne ne sait ce qui nous attend. Nous savons seulement que nous continuerons à avancer, tous ensemble, jour après jour, vers la victoire. Car nous savons trop bien ce qui nous attend si nous baissons les bras. Les tombes d'Izioum seront à Kyiv. La ville de Lviv sera bombardée comme Kherson. La station nucléaire de Khmelnytskyi sera ciblée comme celle de Zaporijjia. Nous le savons, nous l'avons vu, nous avons témoigné.

Et lorsque nous fermons les yeux, nous voyons toujours les visages de ceux qui ne verront jamais le jour de la victoire. Iryna Tsvila, notre amie de Brovary qui adorait les roses de son jardin, qui a pris les armes le

24 février et qui est morte deux jours plus tard en défendant Kyiv. Mykola Rachok, mon étudiant en littérature, qui adorait les voitures et les romans d'aventure, mort au combat près de Pokrovsk en juillet 2022. Roman Barvinok, le violoniste, qui jouait du Vivaldi en face du palais présidentiel au printemps 2020, mort sur le front de l'Est en août 2022. Tant d'autres personnes. Des dizaines de milliers d'autres.

Le jour de la victoire viendra, et il ne ressemblera pas au 23 février 2022. Mais que ne sommes-nous pas prêts à faire pour nous en rapprocher?



[Thank you to our 2022 guests](#)

As we approach the first anniversary of Russia's full-scale aggression against Ukraine, we would like to thank journalists, writers and photographers across Europe that have shared their stories and testimonies with us throughout this first year of war: **Nadija Afanasieva, Vitaly Portnikov, Olga Czaiko, Tetyana Ogarkova, Olena Abramovych, Olga Vegera, Vasyl Kushmus, Kostas Onisenko, Marta Barandiy, Jowita Kiwnik, Slawek Kaminski.** (ehp)

NOUVELLES DU CESE



[Roberta Metsola partage l'avis de Christa Schweng: la compétitivité de l'UE devient plus importante que jamais](#)

Lors de la session plénière du CESE du mois de janvier, les membres du Comité ont discuté de la réponse de l'UE aux défis géopolitiques avec Roberta Metsola, présidente du Parlement européen. Elle partage l'avis de Christa Schweng, présidente du CESE, selon lequel la compétitivité, associée à l'autonomie stratégique, est cruciale en ces temps difficiles.

M^{me} Metsola a rendu hommage au peuple ukrainien pour sa courageuse résistance face à l'agression russe et a souligné que l'Union européenne s'est montrée plus unie que jamais pour aider l'Ukraine sur le plan financier, humanitaire et militaire. Elle a souligné: «L'Ukraine se bat pour la démocratie, la liberté et la justice. Et elle se bat aussi pour nous».

Évoquant le trentième anniversaire du marché unique, elle a insisté sur l'importance que revêt la compétitivité: «Nous devons renouer avec la croissance et réduire nos dépendances tout en redoublant d'efforts en matière de transitions écologique et numérique. L'Europe devrait faire valoir ses atouts et veiller à ce que notre politique commerciale active apporte des avantages quotidiens aux Européens».

Pour **Christa Schweng**, présidente du CESE, ces aspects sont primordiaux pour la prospérité des habitants et des entreprises de l'UE: «Il s'agit d'un moment décisif et seuls des efforts coordonnés peuvent nous permettre de réussir à bâtir un avenir plus résilient, équitable et durable qui ne laissera personne de côté».

Le débat a également porté sur la manière dont l'UE réagit aux facteurs économiques externes tels que la loi américaine sur la réduction de l'inflation, la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine ou encore la volatilité des prix des combustibles fossiles et les changements internes tels que le manque de main d'œuvre qualifiée, auxquels l'Europe fait actuellement face.

Les intervenants ont insisté sur le rôle crucial que doit jouer la société civile pour améliorer les politiques de l'UE, sur la manière dont celles-ci sont mises en œuvre et sur le fait que les Européens veulent peser davantage sur les débats dans l'Union, comme l'a montré la conférence sur l'avenir de l'Europe. (mt)



Présidence suédoise du Conseil 2023: l'Ukraine reste au premier rang des priorités

Garantir la sécurité des Européens et faire respecter l'état de droit et les droits fondamentaux: les mesures de gestion de crise seront les principales priorités de la Suède, qui assurera la présidence du Conseil de l'Union européenne de janvier à juin 2023.

Lors d'un débat en session plénière qui s'est tenu le 25 janvier 2023, **Christa Schweng**, présidente du CESE, s'est engagée à soutenir pleinement la présidence suédoise: «La période que nous traversons est un moment incroyablement difficile pour prendre la présidence de l'Union, alors même qu'une guerre dévastatrice sévit à nos frontières. Le CESE se félicite des priorités annoncées dans le contexte de l'agression de la Russie contre l'Ukraine, car nous devons empêcher qu'il soit porté atteinte à notre sécurité et à nos valeurs. Nous sommes aux côtés de l'Ukraine!»

Jessika Roswall, ministre suédoise des affaires européennes, a déclaré que la présidence suédoise considèrerait comme primordiale une coopération poussée avec les autres institutions et organes de l'Union, y compris le CESE, et a fait part de son souhait d'entretenir des contacts étroits et un dialogue ouvert.

Évoquant la priorité absolue de la présidence, elle a souligné que «la Suède assume la présidence à un moment où l'Union est confrontée à des défis historiques. La guerre d'agression brutale menée par la Russie contre l'Ukraine continuera de dominer les préoccupations des Européens».

La présidence suédoise s'emploiera à préserver l'unité européenne et à rendre l'Union plus respectueuse de l'environnement, plus sûre et plus libre, en mettant l'accent sur:

- la sécurité;
- la compétitivité;
- la prospérité et la double transition écologique et énergétique;
- les valeurs démocratiques et l'état de droit. (mp)



Le marché unique devrait être au service des citoyens, et non l'inverse

Pour célébrer le trentième anniversaire du marché unique de l'Union, le CESE a organisé, lors de sa session plénière de janvier, un débat avec la commissaire Margrethe Vestager sur les solutions qui permettront à la prochaine génération de relever le plus grand défi auquel elle sera sans doute confrontée.

Le marché unique est généralement considéré comme la plus grande réussite de l'Union, mais les crises en cours telles que le changement climatique, la COVID-19 et la guerre en Ukraine ont mis en lumière sa vulnérabilité face aux chocs imprévus. Comment pouvons-nous mener la double transition écologique et numérique dans l'Union sans contrevenir aux principes de l'économie de marché ni nuire à la compétitivité des entreprises européennes? La Commission a un plan pour résoudre ces problèmes, qu'elle dévoilera en février.

Lors de sa session plénière de janvier, le CESE a avancé des propositions détaillées pour étoffer encore le marché unique, tout en recommandant de s'attacher particulièrement à la compétitivité européenne.

Christa Schweng, présidente du CESE, a déclaré: «Seule une Europe compétitive peut apporter de la prospérité et du bien-être, ainsi que des solutions durables aux problèmes climatiques et environnementaux. Par conséquent, il est essentiel de fournir aux entreprises de l'Union un environnement favorable à l'innovation, aux investissements et aux échanges commerciaux, y compris des conditions de concurrence équitables avec leurs concurrentes des pays tiers».

Margrethe Vestager, vice-présidente exécutive de la Commission européenne, a reconnu que l'Union devait continuer d'œuvrer à améliorer le marché unique, tout en rappelant que «l'Europe n'aurait pas du tout le même visage aujourd'hui si le marché unique n'avait pas été créé il y a trente ans».

Le débat s'est articulé principalement autour de la question des aides d'État à la relance et à la double transition. Il est en effet fort à craindre qu'elles ne mettent en danger les économies de moindre taille ainsi que les échanges internationaux, si elles ne se limitent pas à un simple coup de pouce ponctuel.

Des déclarations de **Séamus Bolland**, président du groupe des organisations de la société civile du CESE, d'**Oliver Röpkke**, président du groupe des travailleurs du CESE, et de **Felipe Medina**, membre du groupe des employeurs du CESE, sont venues clore le débat. (tk)



Le réseau du développement durable met en garde contre le risque d'une «décennie perdue pour le programme 2023»

Un débat qui s'est tenu au CESE le 24 janvier a révélé que l'Union européenne n'atteint pas les objectifs du programme 2030 des Nations unies. Il y a pourtant de l'espoir. L'Union a la possibilité de jouer un rôle moteur dans ce domaine, notamment en offrant un soutien financier. Le CESE exerce une fonction importante dans le suivi des progrès accomplis.

Pendant la session plénière de janvier du CESE, un échange de vues sur les objectifs de développement durable a été organisé avec **Guillaume Lafortune**, vice-président du Réseau de solutions pour le développement durable (SDSN).

M. Lafortune a présenté l'[édition 2022 du rapport sur le développement durable en Europe](#) (en anglais), rédigé avec le soutien du CESE. Il estime que l'Union européenne ne parvient pas à respecter les objectifs fixés. Dans le même temps, les progrès ralentissent partout dans le monde. Les pays en développement, qui sont confrontés à de lourdes contraintes financières, accusent un retard particulièrement important.

Le rapport recommande que l'Union plaide, au sein du système des Nations unies, en faveur d'un plan mondial visant à augmenter le financement international des objectifs de développement durable.

Christa Schweng, présidente du CESE, a fait écho à cette idée en soulignant l'importance du rôle moteur joué par l'Union dans la réalisation de transformations à l'échelle mondiale.

Le CESE assumera également une fonction clé dans le premier examen volontaire de la Commission européenne, prévu pour juillet 2023, en recueillant les points de vue des parties prenantes au sujet des progrès accomplis en matière de mise en œuvre des objectifs de développement durable. Compte tenu de la nature interdépendante des objectifs et de leurs cibles respectives, le CESE a préconisé d'adopter une approche transversale en la matière et a proposé de lancer une nouvelle plateforme pour promouvoir la

participation structurée de la société civile à la politique y afférente. (gb)



L'Union européenne doit interdire les produits issus du travail forcé et faire respecter les droits humains

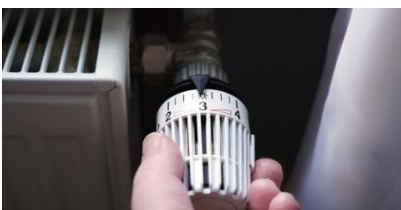
L'Union européenne doit lutter contre toutes les formes de travail forcé et jouer un rôle moteur au niveau mondial en matière de droits de l'homme: tel est l'appel lancé par le CESE dans un avis adopté lors de sa session plénière de janvier.

Dans son avis intitulé [«Interdiction des produits du travail forcé»](#), élaboré par **Thomas Wagnsonner**, le Comité appuie la proposition de la Commission européenne visant l'interdiction des produits issus du travail forcé sur le marché de l'Union, en rappelant qu'il est crucial que tous les États membres de l'UE ratifient le protocole de 2014 de l'Organisation internationale du travail (OIT) relatif à la convention sur le travail forcé de 1930.

Le CESE se félicite également que la proposition aborde la lutte contre le travail forcé des enfants, et il demande à la Commission d'accélérer ce processus en intégrant dans le champ d'application du règlement les conventions existantes de l'OIT sur le travail des enfants.

M. Wagnsonner a déclaré: «La promotion des droits économiques, sociaux, culturels et du travail et, partant, l'élimination de toutes les formes de travail forcé et d'exploitation, sont essentielles pour garantir en particulier que l'UE joue un rôle moteur au niveau mondial en matière de droits de l'homme et de démocratie».

Dans le cadre de la prévention du travail forcé, le CESE insiste sur l'importance de la coopération internationale et de l'ancrage institutionnel de la société civile organisée dans la nouvelle proposition de la Commission. Il recommande l'élaboration de lignes directrices pour aider les entreprises, ainsi que la mise en place d'une base de données spécifique avec des indicateurs de risques et d'un système d'évaluation comparative. (mp)



Crise des prix de l'énergie: l'Union doit soutenir les consommateurs et les entreprises

La réponse de l'Union à la crise des prix de l'énergie devrait viser à protéger tous les ménages et toutes les entreprises confrontés à des problèmes majeurs pour payer leurs factures énergétiques. Tel est le message central de l'[avis](#) du CESE sur la «Politique économique de la zone euro pour 2023», adopté lors de sa session plénière de janvier.

Le CESE soutient la proposition à deux niveaux de la Commission européenne visant à protéger les plus vulnérables: jusqu'à un certain seuil de consommation d'énergie, ces consommateurs paieront un prix inférieur à celui du marché.

Toutefois, le CESE avertit que cette politique devrait s'adresser à la fois aux personnes se trouvant sous le seuil de pauvreté et à la classe moyenne inférieure, pour qui il sera également difficile de payer les factures d'énergie au prix courant.

Comme l'a souligné **Petru Sorin Dandea**, rapporteur de l'avis, «l'Union se trouve confrontée à des problèmes majeurs en cet hiver 2022-2023. Pour protéger réellement les ménages vulnérables dans le contexte de la crise des prix de l'énergie, la politique à deux niveaux proposée par la Commission doit être inclusive».

Afin d'éviter que des sociétés ne doivent cesser leurs activités, le CESE appuie la proposition de la Commission visant à ce que les États membres fassent usage de l'encadrement temporaire de crise en matière d'aides d'État et il presse ceux-ci de recourir à tous les moyens possibles pour soutenir les entreprises, et plus particulièrement celles de petite et moyenne taille.

La Banque centrale européenne a déployé les outils de la politique monétaire pour contenir la hausse de l'inflation, mais cette mesure ne peut être couronnée de succès que si elle est coordonnée avec la politique budgétaire des pays de la zone euro. (mp)



[L'UE devrait renforcer la coopération internationale pour protéger les océans](#)

Un renforcement de la coopération internationale est essentiel afin de rendre les océans durables d'ici à 2030 et de garantir la sécurité et la sûreté en mer, affirme le CESE dans un nouvel [avis](#) adopté lors de sa session plénière de janvier.

Compte tenu de sa complexité, la gouvernance des océans ne peut être considérée comme une simple «affaire maritime», mais nécessite une approche pluridisciplinaire et intégrée à l'appui des décideurs politiques à tous les niveaux de pouvoir.

L'impact humain sur les océans trouve souvent son origine dans les activités terrestres. Une part importante de la pollution marine provient en effet du rejet de déchets, de pesticides, d'antibiotiques, de phosphates et

de plastiques, sans parler de la question des munitions non explosées.

Le CESE juge essentiel le rôle joué par l'UE en tant que législateur et qu'acteur international pour ce qui est de renforcer les réseaux et les partenariats et estime que les différentes parties prenantes devraient être associées d'une manière concrète et transparente à toutes les étapes du processus.

«L'UE joue un rôle de premier plan dans les démarches visant à soutenir les océans, mais tous les pays doivent faire leur part du travail: c'est seulement ainsi que les nouvelles générations pourront continuer à appeler notre terre la "planète bleue"», a déclaré **Stefano Palmieri**, le rapporteur de l'avis.

Afin de parvenir à la neutralité carbone d'ici à 2050 et à la durabilité d'ici à 2030, l'UE devrait concentrer ses travaux sur l'adoption de mesures visant à préserver le bien-être du milieu marin et à protéger les stocks halieutiques, deux aspects vitaux pour de nombreuses communautés. (mp)



La sécurité ne se réduit pas à la défense

Lors de sa session plénière de janvier, le CESE a débattu de la vision qu'adopte l'UE en matière de sécurité et de défense dans le cadre de sa «boussole stratégique», et fait valoir que la sécurité doit être comprise au sens large, en allant bien au-delà de la défense militaire. La société civile ne peut se contenter de

jouer un rôle passif lorsqu'il est question de sécurité: en temps de crise, elle peut exercer un effet de stabilisation, comme le montre la guerre en Ukraine

Dans un avis d'initiative sur la «[Boussole stratégique de l'UE](#)», le CESE a exprimé la nécessité de définir le concept de sécurité de manière plus vaste, l'acception qui lui est donnée aujourd'hui dans l'UE étant trop restrictive. *«La sécurité ne se borne pas à la seule défense militaire. En ces temps marqués par des menaces complexes et hybrides, le concept de sécurité doit être élargi pour inclure également les aspects liés à l'énergie, aux transports, au numérique, à la sécurité hydrique et alimentaire, à celle des citoyens et aux ingérences étrangères»*, a déclaré **Christian Moos**, rapporteur de l'avis du CESE.

L'avis fait valoir que, parallèlement au développement des capacités nationales, à l'établissement de plans de défense et à la passation conjointe de marchés, l'Union devrait continuer à investir ses ressources limitées au premier chef dans des politiques et mécanismes civils afin de permettre la prévention des conflits. C'est là que la société civile peut changer les choses, grâce à ses réseaux sociaux et économiques associés à son fort potentiel de diplomatie publique et culturelle.

Le retour de la guerre en Europe, conséquence de l'agression de la Russie contre l'Ukraine, constitue un coup de semonce pour les relations entre l'UE et l'OTAN.

«L'Union européenne et l'OTAN n'ont pas encore épuisé dans sa totalité le potentiel que recèle leur coopération. Renforcer le pilier européen de la sécurité et de la défense revient à renforcer l'OTAN. Lorsque nous envisageons de renforcer les capacités de défense de l'Union, notre objectif n'est pas de faire concurrence à l'OTAN, mais de lui être complémentaire», a précisé **Peter Clever**, rapporteur et membre du



La nouvelle stratégie de l'UE en matière de soins est un test décisif pour l'Europe sociale

Le CESE a accueilli favorablement la proposition de la Commission européenne relative à une stratégie européenne globale en matière de soins qui devrait garantir à tous les Européens la possibilité de bénéficier de services de santé et de soins de qualité tout au long de leur vie.

Le CESE a salué les propositions de la Commission relatives à une stratégie européenne en matière de soins, qui constituent une étape importante vers la mise en place, en Europe, d'une structure de soins accessible et abordable qui réponde aux besoins des bénéficiaires de la naissance à la vieillesse et qui soutienne tous les prestataires de soins, quel que soit leur statut professionnel.

Dans son [avis](#) adopté lors de sa session plénière de janvier, le CESE a formulé plusieurs recommandations au sujet de la stratégie européenne en matière de soins et de ses deux propositions, à savoir celle relative à l'éducation et à l'accueil de la petite enfance et celle concernant les soins de longue durée, adoptées par le Conseil en décembre.

Le CESE a également réitéré sa proposition de lancer une garantie européenne en matière de soins. À l'instar de la garantie pour la jeunesse de l'Union, cet instrument contribuerait à assurer des services de santé et de soins de qualité à tous les habitants de l'Union européenne. Il serait susceptible de répondre aux pénuries dans ce secteur et d'y promouvoir des conditions de travail décentes pour les aidants formels et informels.

«En plus d'être disponibles, accessibles et abordables, nous soutenons que les soins devraient être inclusifs, durables et fondés sur les droits de l'homme. Tous les citoyens d'Europe ne bénéficient pas encore de soins de qualité», a déclaré **Kinga Joó**, rapporteure de l'avis.

L'avis souligne la nécessité de veiller en priorité au caractère abordable et à la continuité des services de soins en réponse aux perturbations actuelles dues à la guerre en Ukraine, à la crise énergétique et à celle du coût de la vie. Le CESE y appelle de ses vœux un financement adéquat pour le secteur des soins et invite les États membres à veiller à ce que les emplois y soient attrayants, correctement rémunérés et valorisés.

«L'approche adoptée dans notre avis partage les préoccupations exprimées par les acteurs de la société civile. Elle repose sur l'idéal même de l'Europe sociale. Nous soulignons également le rôle des États membres, car ils constituent le principal pilier de la stratégie en matière de soins. Si nous ne les convainquons pas de s'approprier les sujets mentionnés et s'ils ne combler pas les lacunes de leurs systèmes nationaux, nous n'irons pas très loin avec cette stratégie», a expliqué **Zoe Tzotze-Lanara**, corapporteure de l'avis.

Les principales recommandations formulées dans l'avis incluent le soutien aux familles dans leur rôle fondamental en matière de soins, le recensement, dans de brefs délais, des besoins et des réalités qui caractérisent les aidants familiaux et informels, le maintien de l'égalité et de l'équilibre entre les hommes et

les femmes dans les secteurs des soins formels et informels et une protection accrue des droits de tous les prestataires de soins, indépendamment de leur statut au regard de la législation relative à l'immigration ou au séjour. (II)

NOUVELLES DES GROUPES



Le plan industriel du pacte vert: un projet inachevé qui doit aboutir à un programme de compétitivité

Par Stefano Mallia, président du groupe des employeurs du CESE

La proposition de la Commission est incomplète et doit s'inscrire dans une vision à long terme pour un programme de compétitivité.

Le 1^{er} février 2023, la Commission européenne a présenté sa première réponse au train de mesures sans précédent lancé par le président des États-Unis, Joe Biden, en faveur du climat, la loi sur la réduction de l'inflation (*Inflation Reduction Act* ou IRA), qui soutient l'industrie américaine grâce à des subventions atteignant un montant record de 369 milliards de dollars. La proposition de la Commission remplit de nombreux critères: un cadre réglementaire prévisible, un accès au financement, une main-d'œuvre correctement formée et qualifiée et un programme commercial ouvert. Néanmoins, les employeurs de l'UE s'accordent à dire, après une première évaluation, que ce projet est encore loin d'être abouti si nous voulons réussir à être compétitifs sur le long terme.

Premièrement, s'agissant de la transition écologique, nous ne devons pas oublier l'autre partie de l'équation qui est la transition numérique.

Deuxièmement, il est utile de souligner que les subventions à elles seules ne suffiront pas. Le véritable problème que pose l'IRA ne réside pas seulement dans le montant des subventions, qui est en fait inférieur à ce que peuvent offrir le budget et les différents fonds de l'UE, mais plutôt dans la combinaison des subventions et des prix bas de l'énergie aux États-Unis. Ce sont ces deux éléments qui, ensemble, rendent l'IRA problématique pour l'Europe. Ajoutons-y la productivité comparativement faible des industries de l'Union, et nous nous retrouvons en effet confrontés à une situation très dangereuse pour l'économie européenne. Les subventions ont déjà divisé les États membres de l'UE et donneront lieu en fin de compte à la fragmentation du marché unique, à des courses préjudiciables pour en bénéficier et à un affaiblissement du développement régional.

Troisièmement, le plan de la Commission semble reposer sur une approche dépassée consistant à «choisir le vainqueur». Il laisse entrevoir un scénario dans lequel les décideurs politiques fixeraient des objectifs en matière de capacité industrielle, sur la base d'une analyse sectorielle, et détermineraient ainsi, en tenant compte de l'ensemble des chaînes d'approvisionnement et de valeur, quelles entreprises devraient de préférence bénéficier d'un soutien réglementaire et financier. Le terme «secteur des technologies propres» est déjà arbitraire, étant donné que la transition écologique s'opère dans tous les secteurs et dans tous les types d'entreprises.

Nous savons tous où se situe le véritable problème: c'est la compétitivité. Il est urgent de regagner du terrain, et la transition vers une économie verte nous offre cette opportunité. Mais être compétitif et créer des emplois doit devenir pratique courante et s'inscrire au cœur de l'élaboration de nos politiques. C'est la raison pour laquelle les employeurs de l'Union plaident en faveur d'un programme de compétitivité.



[Un dialogue social fort pour une Europe véritablement sociale](#)

par le groupe des travailleurs du CESE

Le groupe des travailleurs du CESE se félicite vivement de [l'initiative pour le dialogue social](#) récemment publiée par la Commission européenne. Celle-ci envoie un signal fort aux travailleurs et aux citoyens de l'UE qui sont actuellement confrontés à une grave crise du coût de la vie.

Les accords portant sur des salaires et des conditions de travail équitables, conclus entre les partenaires sociaux, peuvent être de puissantes mesures permettant d'atténuer les effets de l'inflation sur les familles des travailleurs, comme ce fut le cas durant la pandémie, lorsque les négociations collectives qui ont eu lieu dans toute l'Europe ont permis de mettre en place des mesures de chômage partiel, le télétravail ainsi que des protocoles en matière de santé et de sécurité, ouvrant la voie à une reprise plus équitable.

Le dialogue social et la négociation collective forment dès lors l'épine dorsale du modèle social européen, tout en étant un élément fondamental de la démocratie et de la croissance économique durable; ils devraient être protégés comme tels.

Pourtant, le dialogue social est loin d'être une réalité partout en Europe, car dans plusieurs États membres, les partenaires sociaux manquent de capacités organisationnelles et que les nouvelles formes d'emploi, notamment via des plateformes, sont moins susceptibles de faire l'objet d'une représentation. Au cours des dernières décennies, la part des travailleurs qui sont couverts par des conventions collectives au niveau national a fortement diminué.

L'initiative de la Commission européenne est donc très louable en ce qu'elle constitue un pas dans la bonne direction, bien qu'il faille clarifier davantage le rôle des États membres dans la mise en place de mécanismes contraignants pour la participation des partenaires sociaux. (mg)



Renforcer les compétences pour que le marché du travail soit ouvert à toutes et à tous

par Ioannis Vardakastanis, vice-président du groupe des organisations de la société civile du CESE

L'Année européenne des compétences devrait être l'occasion de combler des lacunes, une année pour lever les obstacles qui empêchent de nombreux travailleurs européens de trouver un emploi épanouissant et de qualité. À l'heure où la main-d'œuvre européenne se raréfie, il est plus important que jamais de se concentrer sur l'exploitation du potentiel de celles et ceux qui sont trop souvent exclus du marché du travail ouvert, en investissant dans les compétences.

Pour développer les savoir-faire qui répondent aux exigences des marchés du travail d'aujourd'hui et de demain, il conviendra bien sûr de tenir compte de la numérisation croissante de nos économies. Cela supposera de pallier le déficit de compétences numériques, en particulier auprès de groupes tels que les personnes handicapées et les travailleurs âgés toujours actifs sur le marché de l'emploi. Dans nos sociétés modernes, l'habileté numérique n'est pas seulement un outil qui aide les personnes à trouver leur place sur le marché du travail, elle devient une condition essentielle à l'autonomie, et personne ne devrait en être privé.

Cependant, la promotion des compétences qui permettront à nos économies de faire face à l'épreuve du temps ne devrait pas se focaliser outre mesure sur la dimension numérique. L'Année européenne des compétences devrait aussi servir de plateforme pour mettre en avant l'importance et la valeur de l'emploi dans les secteurs techniques, manuels et professionnels, où les savoir-faire requis ont trop longtemps été dépréciés, tout comme les fonctions indispensables qu'ils remplissent dans nos sociétés. La transition écologique constituant la pierre angulaire du projet de l'UE pour transformer son économie dans les années à venir, il est particulièrement important de disposer d'une expertise technique et manuelle qui nous permette d'opérer une véritable métamorphose. Pour y parvenir, de nombreux travailleurs vont devoir se reconverter. Il conviendra donc de saisir cette occasion pour nous adresser à celles et ceux qui sont d'ordinaire exclus du marché du travail et développer leurs compétences.

SOON IN THE EESC/CULTURAL EVENTS



Journées de la société civile 2023

Cette année, les Journées de la société civile mettront en lumière le rôle fondamental des organisations de la société civile lorsqu'il s'agit de garantir et de préserver aussi bien la cohésion sociale

que la résilience de la démocratie en Europe.

L'Europe fait face à des défis pressants et sans précédent: une guerre sur son territoire, la sortie de la crise de la COVID-19, une crise énergétique qui change fondamentalement la donne, mais aussi les multiples menaces qui pèsent sur son modèle démocratique, dans un monde en rapide évolution et de plus en plus numérisé. La manifestation se penchera, dans le cadre d'une conversation ouverte et inclusive, sur la résurgence de menaces existentielles pour les valeurs démocratiques, en abordant notamment les questions suivantes:

- Comment imaginons-nous la démocratie participative et délibérative de demain?
- Comment démocratiser l'économie européenne?
- Comment la société civile devrait-elle être financée?
- Que signifient les droits numériques pour les citoyens?
- Quelles sont les compétences dont nous avons besoin pour renforcer la participation démocratique?

Rejoignez-nous au CESE et participez au débat avec les parties prenantes et les institutions européennes sur le rôle crucial que joue la société civile organisée en tant qu'acteur du changement pour surmonter la crise actuelle.

Pour en savoir plus et pour vous inscrire, cliquez [ici](#). Vous pouvez également nous suivre sur Twitter: @EESC_LiaisonG et #CivSocDays.



[Des élèves reçoivent des membres du CESE en amont de la manifestation «Votre Europe, votre avis!»](#)

En février et en mars, des membres du Comité économique et social européen se rendent dans [trente-cinq établissements d'enseignement](#) situés dans les États membres de l'UE et dans sept pays candidats, afin de préparer leur participation à la

manifestation «Votre Europe, votre avis!», l'assemblée des jeunes qui se tiendra à Bruxelles les 23 et 24 mars 2023.

Cette année, la manifestation du CESE pour la jeunesse «Votre Europe, votre avis» connaîtra sa 14^e édition et retrouvera un format présentiel après une parenthèse de trois ans liée à la pandémie de COVID-19. Sous le titre «Dialogues avec les jeunes sur la démocratie», cette édition vise à aider les jeunes à comprendre ce que représentent les valeurs européennes et ce que signifie la citoyenneté active dans une démocratie participative.

En ce moment, des membres du CESE se rendent dans leurs pays respectifs pour y rencontrer les élèves de l'établissement retenu pour participer à cet exercice pratique d'initiation à la démocratie représentative de l'UE, et pour assumer auprès d'eux un rôle de parrain (la photo montre **Cillian Lohan, vice-président du CESE**, en compagnie d'élèves de l'école sélectionnée dans son pays, l'Irlande).

Les élèves, âgés de 16 à 18 ans, feront ensuite le voyage jusqu'à Bruxelles au mois de mars pour y participer à des ateliers et à des groupes de travail afin de dégager un consensus.

Leurs propositions visant à promouvoir l'engagement des jeunes et la citoyenneté active seront alors présentées aux institutions européennes ainsi qu'à des responsables politiques et décideurs européens de haut niveau.

Cette manifestation destinée à la jeunesse a pour but de mieux faire comprendre la manière dont des groupes ayant des intérêts différents parviennent à conclure des accords sociaux.

La manifestation finale se tiendra les 23 et 24 mars, en présence notamment des orateurs suivants:

- **Christa Schweng**, présidente du CESE
- **Cillian Lohan**, vice-président du CESE chargé de la communication
- **Kira Marie Peter-Hansen, la plus jeune responsable politique à être entrée au Parlement européen** (groupe des Verts/Alliance libre européenne), vice-présidente de la sous-commission des affaires fiscales
- **Ismael Páez Civico**, membre du conseil d'administration du Forum européen de la jeunesse
- **Themis Christophidou**, directrice générale de la direction générale de l'éducation, de la jeunesse, du sport et de la culture de la Commission européenne

De plus amples informations sur l'édition 2023 de «Votre Europe, votre avis!» sont disponibles sur le [site internet](#) de la manifestation. (ab)

Rédaction

Ewa Haczyk-Plumley (editor-in-chief)
Daniela Marangoni (dm)

Contributeurs à la présente édition

Millie Tsoumani (mt)
Daniela Marangoni (dm)
Daniela Vincenti (dv)
Ewa Haczyk-Plumley (ehp)
Giorgia Battiato (gb)
Jasmin Kloetzing (jk)
Katerina Serifi (ks)
Katharina Radler (kr)
Laura Lui (ll)

Marco Pezzani (mp)
Margarita Gavanias (mg)
Margarida Reis (mr)
Pablo Ribera Paya (prp)
Thomas Kersten (tk)

Coordination

Agata Berdys (ab)
Giorgia Battiato (gb)

Technical support
Bernhard Knobloch (bk)
Joris Vanderlinden (jv)

Adresse

Comité économique et social européen
Jacques Delors Building,
99 Rue Belliard,
B-1040 Brussels, Belgium
Tél. +32 25469476
Adresse électronique: eescinfo@eesc.europa.eu

CESE info est publié neuf fois par an lors des sessions plénières du Comité. Il est disponible en 23 langues.
CESE info ne peut être considéré comme le compte rendu officiel des travaux du CESE, pour lesquels il convient de se référer au Journal officiel de l'Union européenne ou à d'autres publications du Comité.
La reproduction est autorisée à condition de mentionner la source (CESE info) et d'envoyer un lien au rédacteur en chef.

03/2023